

CADRE STRATEGIQUE COMMUN

PAYS : MOZAMBIQUE



2016

Table des matières

1.	Introduction	1
1.1	Généralité.....	1
1.2	Evolution du contexte	2
1.2.1	Contexte politique :	2
1.2.2	Contexte thématique : l'Education. : (cfr ACC partie 3.5.3. pages 17 à 19)	2
1.2.3	Contexte thématique : l'Agriculture : (cfr ACC partie 3.5.1. pages 13 à 15)	2
1.2.3	contexte thématique : Santé : (cfr ACC partie 3.5.2. pages 15 à 17)	2
2.	Cibles stratégiques communes	3
2.1	Description des cibles stratégiques communes	3
2.2	argumentation sur base de la pertinence au développement.....	4
3.	Engagement en matière de complémentarités et de synergies	7
4.	Annexe : liste des participants au CSC, avril 2016	10

1. Introduction

1.1 Généralité

Ce cadre stratégique commun (CSC) Mozambique se base sur l'Analyse Contextuelle commune (ACC) Mozambique approuvé par le ministre de la coopération au développement, Mr. De Croo, fin décembre 2015.

Les éléments suivants de l'ACC ne sont donc pas repris dans ce document :

- Description de la manière dont l'ACC (ayant servi de base au CSC) a été élaborée, et en particulier les éléments permettant de constater la participation des organisations accréditées et de leurs partenaires locaux ; cfr ACC Mozambique pages 4 à 6 ; page 70 à 84 dans lequel nous avons synthétisé les remarques et commentaires énoncés par nos partenaires et la manière dont ceux-ci ont été pris en compte
- Analyse du contexte, analyse des acteurs pertinents cfr ACC Mozambique pages 9 à 19 ; nous ne reprenons ci-dessous que les évolutions les plus marquantes qui peuvent impacter les stratégies soutenues par les acteurs de la coopération non gouvernementale.
- Théorie de changement cfr ACC Mozambique pages 40 à 44 qui reste pertinente malgré les quelques évolutions de contexte énoncées ci-dessous
- Analyse des risques liés au contexte, aux cibles stratégiques et aux approches cfr ACC Mozambique pages 45 à 47, qui reste elle aussi pertinente.
- Identification de opportunités de complémentarité et synergies entre organisations accréditées cfr ACC Mozambique pages 48 à 54

Les participants avaient pris connaissance de différents documents cadres et stratégiques lors de la réalisation de l'ACC. Ils précisent ici que ; le Mozambique étant un pays partenaire de la coopération gouvernementale de la Belgique, ils avaient connaissance de la note stratégique : « pic mozambique-2013-2017 » du 19.12.2012. L'appui bilatéral offert par la Belgique au Mozambique est destiné à permettre au gouvernement mozambicain à atteindre les objectifs du PARP (Plan de Acção para a Redução da Pobreza). Dans ce cadre, la Belgique a choisi de se concentrer sur le développement rural dans deux secteurs principaux : les politiques agricoles et la gestion des ressources naturelles. Ces deux secteurs sont également privilégiés dans le thème de l'agriculture dans le présent document. La Belgique a décidé en outre de concrétiser son appui dans le domaine du petit élevage et de l'énergie renouvelable.

Etant donné l'évolution décrite ci-dessous dans les politiques agricoles soutenues par le gouvernement mozambicain, il sera très utile que le gouvernement belge se concerte avec les acteurs belges actifs dans la coopération non gouvernementale au Mozambique afin de définir ensemble des réponses qui permettront de garantir que le monde rural et l'agriculture familiale trouve sa place dans le développement d'un agrobusiness viré vers l'exportation.

Outre le secteur agricole, les OSC et AI ont décidé de développer des cibles stratégiques dans le secteur de la Santé et de l'Éducation en ligne avec l'ACC approuvé par la DGD en décembre 2015

Signalons que le gouvernement flamand a approuvé sa troisième stratégie pays Mozambique le 15/04/2016. La santé est l'axe unique de cette stratégie.

15 ACNG/AI ont participé à l'élaboration de l'ACC. Ce CSC a été élaboré par les 8 OSC/AI suivantes : DISOP, HANDICAP INTERNATIONAL, MSF Belgique, Oxfam Solidarité, Rode Kruis-Vlaanderen Internationaal VZW, VLIR-UOS, Viva Africa, Apopo. Oxfam Solidarité a assumé la coordination de l'écriture du CSC et le lead sur le secteur de l'Agriculture, Disop a assuré le lead sur le secteur de l'Éducation et Viva Africa sur celui de la Santé. Plus de détails sur les participants sont fournis au point 4.

L'élaboration de ce CSC a été coordonnée par les ACNG depuis leur siège en Belgique, chacun des participants assurant la coordination de l'appui avec leurs équipes et leurs partenaires sur le terrain. Le travail a démarré par une première réunion F2F le 2/2/2016 où les membres se sont mis d'accord sur le calendrier à respecter. Plusieurs échanges de mail ont suivi et une deuxième réunion a eu lieu le 1/3/2016 avec comme point principal de l'agenda une définition des pistes concrètes, pertinentes et réalisables des activités de synergie et complémentarité.

Au fur et à mesure que le contenu de l'AR se précisait, les échanges principalement électroniques ont servi à compléter les éléments qui devaient se trouver dans le CSC.

Une dernière réunion de validation du CSC s'est tenue le 19 avril 2016. Les membres se sont ensuite exprimés par un envoi de mail ratifiant leur accord avec le présent document.

Le CSC Mozambique a déjà fait référence à l'ACC Travail Décent, vue l'importance de ce thème pour le Mozambique. Le cadre stratégique commun sur ce thème sera décrit dans le CSC Travail décent. Le Mozambique y est intégré comme un des pays dans lesquels les acteurs travailleront autour des cibles du Travail Décent.

Les engagements de complémentarité et synergie entre les ANG du CSC Travail Décent et participants du CSC Mozambique sont décrits dans le chapitre 3 de ce CSC et dans le CSC Travail Décent. Dans ce sens, le CSC Mozambique et le CSC thématique Travail Décent sont complémentaires et doivent être lus ensemble. Ils constituent tous deux ensemble un Cadre Stratégique Commun pour le Mozambique.

Les ACNG actives dans la réalisation de ce CSC sud développent aussi des actions en Belgique, dès lors, leurs partenaires et leurs actions sud ont des impacts dans leurs approches nord ; celles-ci alimentant et "légitimant" ce qui se fait en Belgique.

Il est important de souligner que le cadre légal n'était pas publié ni au moment du lancement du processus (le 8 février 2016) ni au moment de finaliser le CSC à ce jour (20 avril 2016)

1.2 Evolution du contexte

Les principales évolutions constatées sont les suivantes :

1.2.1 Contexte politique et social:

Les tensions politiques signalées dans l'ACC se sont intensifiées fin 2015-début 2016 avec plusieurs incidents entre forces gouvernementales et rebelles de la RENAMO, et déplacement de population (au moins 7000 réfugiés mozambicains au Malawi en février 2016). Il y a de bons espoirs que les négociations en cours aboutissent (notamment pour l'élection directe des gouverneurs) mais les risques de réintensification des combats restent, à ce jour, très réels. Ceux-ci auraient évidemment une influence négative, en particulier dans les provinces affectées par les conflits.

En avril 2016 le FMI a suspendu son aide au Mozambique après avoir découvert l'existence d'une dette d'un milliard de dollars dissimulée par l'état. Si cette suspension se confirme et si d'autres bailleurs internationaux le suivent cela entraînerait une crise financière de grande ampleur dans le pays, une dégradation des conditions de vie et de fortes tensions sociales.

1.2.2 Contexte thématique : Education. : (cfr ACC partie 3.5.3. pages 17 à 19)

Un nouveau Ministère a été créé : le Ministère des Sciences et Technologie, enseignement supérieur et technique professionnel, afin de mieux répondre aux spécificités de ces secteurs. C'est une opportunité nouvelle pour les ACNG/AI active dans ces domaines.

1.2.3 Contexte thématique : Agriculture : (cfr ACC partie 3.5.1. pages 13 à 15)

- La tendance du Gouvernement à privilégier l'agro-business, par le biais de mégaprojets d'agriculture intensive orientée vers l'exportation au détriment de l'agriculture familiale, s'est intensifié en 2015-2016. Elle se manifeste par des modifications récentes à la législation existante (règlement de la loi foncière) et par l'investissement financier étranger. L'existence du nouveau Ministère de la Terre, de l'Environnement et du Développement Rural et le pari sur la « rentabilisation de la terre » pour le quinquennat en cours (2015-2019) sont inquiétants car il existe un risque de changements légaux pour permettre la privatisation de la terre ou, au moins, de manipulation de la législation en ce sens. Le travail des ACNG en appui aux organisations nationales est de plus en plus important dans ce contexte.
- Les actions énergiques de la société civile contre les politiques du Gouvernement ont généré des conflits et, en conséquence, des intimidations et une détérioration de la liberté d'expression depuis 2014. Le climat actuel de tension politique rend encore plus délicat le travail des ONG locales et des ACNG, le gouvernement ayant en effet tendance à considérer comme appartenant à l'opposition politique les acteurs qui défendent les droits des paysans, notamment ceux qui luttent contre les accaparements de terre.
- Dans les provinces du nord, l'exploitation artisanale de pierres précieuses est de plus en plus pratiquée par les paysans qui abandonnent leurs champs en quête d'un revenu monétaire, ce qui entraîne des conséquences négatives, notamment la dévastation de terres cultivables et la dégradation de l'environnement. D'où l'importance pour les ACNG et leurs partenaires locaux de développer les systèmes de production durables qui garantissent sécurité alimentaire et revenus aux paysans.

1.2.3 Contexte thématique : Santé : (cfr ACC partie 3.5.2. pages 15 à 17)

Il n'y a pas eu d'évolution marquante à signaler depuis l'élaboration de l'ACC..

2. Cibles stratégiques communes

2.1 Description des cibles stratégiques communes

CS1 - agriculture	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes, par l'appui à des systèmes de production durables, avec un accent sur le renforcement du pouvoir d'agir des femmes et des organisations de producteurs	
Approches		OSCs/IAs
1A	Appuyer l'organisation des petits producteurs (hommes et femmes) au sein de associations démocratiques, durables et efficaces et renforcer les capacités de ces organisations	Oxfam Solidarité DISOP
1B	Appuyer le développement et la mise en œuvre par les organisations paysannes de stratégies de plaidoyer qui visent à garantir que les politiques publiques et les pratiques associées (i) préservent l'accès durable à la terre et aux ressources naturelles, (ii) soient favorables au développement d'une agriculture familiale productive, résiliente, écologique et (iii) intègrent pleinement les besoins stratégiques des femmes agricultrices.	Oxfam Solidarité
1C	Appuyer la mise en place et/ou renforcer des systèmes de production économiquement performants, respectueux de l'environnement et résilients, par la promotion de pratiques adaptées qui prennent en compte les changements climatiques et dans le respect des droits des travailleurs.	Oxfam Solidarité DISOP
1D	Promouvoir le rôle des femmes au sein du secteur agricole afin qu'elles soient capables d'influencer les décisions qui les affectent, et garantir le soutien d'un plus grand nombre d'hommes dans leurs démarches.	Oxfam Solidarité DISOP
1E	Appuyer le développement de chaînes de valeur agricoles inclusives qui supportent le développement de l'agriculture familiale respectueuse de l'environnement et qui renforcent le pouvoir économique des femmes	Oxfam Solidarité
1F	Appuyer le développement de services locaux d'assistance technique et juridique destinés aux petits producteurs, et faciliter leur accès aux intrants, au marché et à des services financiers adaptés	Oxfam Solidarité

CS2 - éducation	Promouvoir une offre éducative de qualité, améliorer la qualité de recherche et stimuler l'innovation en se centrant sur les besoins et demandes locales afin de contribuer au développement durable.	
Approches		OSCs/IAs
2A	Augmenter le nombre de jeunes et d'adultes, y compris les personnes en situation de handicap, disposants, sur pied d'égalité, des compétences, notamment techniques et professionnelles nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	DISOP, VLIR-UOS, APOPO, Handicap International
2B	Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	VLIR-UOS
2C	Renforcer les capacités individuelles à travers les bourses, en tenant compte du genre.	VLIR-UOS
2D	Promouvoir la recherche scientifique dans les projets ainsi que sa vulgarisation et sa valorisation	VLIR-UOS, APOPO, Rode Kruis, Oxfam Solidarité, Viva Africa, DISOP
2E	Contribuer à l'inclusion digitale des jeunes et adultes des couches populaires et à l'utilisation créative des nouvelles technologies de l'information et de l'éducation	DISOP, VLIR-UOS
2F	Contribuer à ce que les jeunes et adultes acquièrent les compétences nécessaires pour un développement durable décrits dans l'objectif 4.7. des ODD	DISOP

2G	Contribuer à ce que les femmes et les hommes aient accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire = ODD 4.3	DISOP, VLIR-UOS
-----------	---	-----------------

CS3 - Santé		Contribuer à l'amélioration de l'accès aux soins de santé et de l'accès aux infrastructures sanitaires et de l'eau
Approches		OSCs/IAs
3A	Renforcer la formation du personnel sanitaire (médical et paramédical) et des agents communautaires dans la lutte contre les épidémies (VIH, tuberculose, malaria), les maladies liées à la qualité de l'eau et d'autres maladies et dans la détection précoce du handicap	Apopo Handicap International MSF Viva Africa
3B	Etendre la formation en premiers secours de la population et des agents communautaires	Rode-Kruis Vlaanderen (RK-V)
3C	Développer les campagnes de sensibilisation et d'information afin de contribuer à l'accès aux soins de santé (avec accent spécifique à la prévention de la transmission des maladies contagieuses) pour tous et à l'accès à l'eau pour tous (avec accent spécifique à la promotion de l'hygiène)	Apopo MSF Rode-Kruis Vlaanderen (RK-V) Viva Africa
3E	Augmenter l'approvisionnement en eau et structures sanitaires	Rode-Kruis Vlaanderen (RK-V)
3F	Renforcer les soins de santé en faveur des femmes selon une approche de santé globale	Apopo Handicap International Viva Africa
3G	Renforcer la prévention de la transmission, les capacités de diagnostic et l'offre de traitement, de suivi et de contrôle des maladies contagieuses (en particulier VIH, tuberculose, malaria, etc.) dans les structures de santé publiques et celles gérées par des associations et ONG.	Apopo Handicap International MSF Viva Africa
3H	Renforcer l'accès des femmes, hommes, filles et garçons en situation de handicap à des services de réadaptation de qualité.	Handicap International

2.2 Argumentation sur base de la pertinence au développement

CS1 - agriculture	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes, par l'appui à des systèmes de production durables, avec un accent sur le renforcement du pouvoir d'agir des femmes et des organisations de producteurs
<p>La cible stratégique contribue à l'objectif N°2 des Objectifs de Développement Durable (ODD) : « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », en particulier à sa cible N°3 « D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles ». Elle est en cohérence également avec les 4 objectifs du PEDSA 2011-2020 (Plan stratégique pour le développement du secteur agricole) mentionnés dans l'ACC (paragraphe 3.5.1, page 14).</p> <p>Les différentes approches visent à mettre en valeur le potentiel de développement du secteur agricole familial, à renforcer le pouvoir d'agir des petits producteurs face aux intervenants publics et privés du secteur agricole, et leur pouvoir à peser sur les politiques publiques. En particulier, elles cherchent à répondre à la problématique d'accapement des terres, au faible investissement public dans l'agriculture, aux difficultés d'accès aux services agricoles et aux inégalités de genre qui touchent l'agriculture paysanne, telles que décrites dans la partie 3.5.1 de l'ACC. Ces thématiques figurent parmi les priorités des</p>	

organisations de la société civile mozambicaine, notamment la question de la terre (étant donné les menaces actuelles dans ce domaine, voir ACC page 14) ainsi que sa mise en valeur par des systèmes économiquement efficaces et durables du point de vue social et environnemental.

En termes d'accès aux services, la cible stratégique est en cohérence avec la composante santé animale du PIC Mozambique qui renforce la couverture des services publics vétérinaires. Il s'agit de faciliter l'accès des paysans aux services agricoles à travers les organisations de producteurs, étant donné la faible couverture des services fournis par l'état dans le secteur agricole (situation mentionnée dans l'ACC page 14), et de développer l'accès à l'assistance juridique pour garantir notamment que leurs droits à la terre sont respectés et/ou rétablis (étant donné le fréquent contournement de l'application de la Loi de la terre). La cible stratégique vise à garantir l'insertion des petits agriculteurs dans des circuits de valorisation et de commercialisation des produits agricoles, en réponse à l'accent mis par le gouvernement sur le développement de l'agrobusiness et à ses impacts négatifs du point de vue social et environnemental (voir ACC page 14).

Il s'agit de renforcer l'intégration dans le développement agricole de la préservation des ressources naturelles et de l'environnement, et de la question du changement climatique (détaillée dans l'ACC page 15), en cohérence avec l'objectif N°13 des ODD : « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

La cible stratégique répond aussi aux inégalités de genre mentionnées dans l'ACC page 14, et est en phase avec l'objectif N°5 des ODD : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ».

CS2 - éducation	Promouvoir une offre éducative de qualité, améliorer la qualité de recherche et stimuler l'innovation en se centrant sur les besoins et demandes locales afin de contribuer au développement durable.
<p>Obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des populations et le développement durable. Cela a été consacré à l'objectif 4 des Objectifs de Développement Durable (ODD) : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », auquel cette cible stratégique contribue. Les aspects transversaux d'égalité de genre (ODD 4.3) et de développement durable (ODD 4.7) sont pleinement intégrés à la stratégie proposée.</p> <p>Au Mozambique, le développement du secteur de l'éducation est une priorité, comme en témoignent les différents plans, politiques et stratégies élaborées ces dernières années (notamment Education Strategic Plan 2012 -2016 Let's Learn ! Building competencies for a Mozambique in constant development) et le budget que le gouvernement y consacre.</p> <p>Le secteur de l'éducation souffre encore de très nombreuses faiblesses (voir pg 18 de l'ACC : synthèse du séminaire participatif de Maputo), entre-autre : insuffisance de formateurs qualifiés et motivés, programmes scolaires et curriculums peu adaptés à la réalité du pays, absentéisme des élèves pour des raisons socioéconomiques, infrastructures et équipements inadaptés, gestion faible des établissements et du système de formation et absence d'une vraie culture de recherche scientifique ou d'innovation. L'action concertée des OSC belges au Mozambique cherche à répondre à ces besoins.</p> <p>En donnant la possibilité aux jeunes et aux adultes, particulièrement de ceux issus de groupes défavorisés, d'acquérir des compétences nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat, il s'agit de contribuer à réduire le grave déficit de formation technique professionnelle signalée à la page 19 de l'ACC : seuls 4% des élèves en formation secondaire suivent une filière technique professionnelle. Le développement de ces filières est indispensable pour, entre autres, réduire le chômage des jeunes (ODD 8.6.).</p> <p>Comme cité à la page 19 de l'ACC, The Global Innovation Index 2014 a montré une corrélation positive entre la phase de développement du pays et le pourcentage de la population qui a terminé l'enseignement supérieur, et une étude de la Banque mondiale de 2007 démontre que les investissements dans l'enseignement supérieur contribuent positivement à la croissance économique. L'amélioration de l'offre et de la qualité de l'enseignement supérieur sont en</p>	

accord avec le Plan Stratégique pour l'enseignement supérieur PEES 2000-2010. Ce Plan, ainsi que le PIC page 19, reconnaît notamment que les bourses d'études sont un outil fondamental dans le développement de ce secteur au Mozambique : toute coopération universitaire doit s'inscrire dans les programmes existants mozambicains touchants aux bourses et ce au niveau national et international. La stratégie proposée coïncide avec l'ODD 4.b. « augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés ».

La 5ème stratégie du PEES fait aussi référence à la création d'une vraie « culture de recherche » scientifique. Ce sont les établissements d'enseignement supérieur, en particulier les universités, qui sont censés jouer un rôle dans le développement de systèmes d'innovation hautement technologiques (cfr ODD 9.5). Il convient de considérer les universités comme des moteurs de changement et stimulateurs d'innovation pour répondre aux défis sociétaux majeurs. Comblant la fracture numérique, promouvoir des industries durables et investir dans la recherche scientifique ainsi que l'innovation constituent de puissants leviers en faveur du développement durable.

La promotion de l'inclusion digitale, quant à elle, est en adéquation avec une des priorités gouvernementales citées dans le document Education Strategic Plan 2012 -2016 (chap.5.4.2. pg 47 : Information and Communication Technologies (ICT). Cette préoccupation fait également de l'agenda numérique cité dans la note de politique générale (06/11/2015) de M. Le Ministre A. De Croo.

CS3 - Santé	Contribuer à l'amélioration de l'accès aux soins de santé et de l'accès aux infrastructures sanitaires et de l'eau
<p>Les actions mises en place dans le cadre du CSC en matière de santé s'inscrivent dans le cadre de deux objectifs de développement durable (ODD):</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'objectif 3 : Bonne santé et bien-être. « Permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». - l'objectif 6 : Eau propre et assainissement : « Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » <p>Le Plan Stratégique du Secteur de la Santé 2014-2019 (PESS, p.39) a défini des objectifs stratégiques. La cible stratégique est une réponse à trois de ces objectifs : 1) : Augmenter l'accès et l'utilisation des services de santé. 2) Améliorer la qualité des services prestés. 3) Réduire les inégalités géographiques et entre groupes de population dans l'accès et l'utilisation des services de santé.</p> <p>La cible stratégique s'inscrit également dans deux des cinq priorités du PESS (p.39) : 1) réduire l'impact des maladies endémiques, en particulier de la malaria, du VIH/Sida et de la tuberculose. 2) Accélérer les progrès de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile (enfants de . 5 ans).</p> <p>La cible retenue vise à répondre à l'analyse du domaine d'intervention de la santé présenté dans l'ACC au point 3.5.2 (pp. 15 à 17).</p> <p>Par rapport au PIC Mozambique, la cible prend en compte la priorité stratégique du développement qui aborde l'accès aux services de santé et met l'accent sur l'investissement en faveur du développement humain et social (p.3 du PIC)</p> <p>L'approche 3 F répond spécifiquement aux inégalités de genre et est en phase avec l'objectif N°5 des ODD : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». La dimension Genre est également prise en compte par rapport au public-cible et aux bénéficiaires, ainsi que dans chacune des autres approches (3A à 3E, 3G et 3H).</p> <p>L'outil opens source soutenu par ECHO, INFORM, qui génère des analyses de risques au niveau mondial, a classifié le Mozambique comme un pays « hautement vulnérable ». Dans cette banque de données, le Mozambique occupe la 21ième place sur 191 pays en ce qui concerne la vulnérabilité. La fréquence des sécheresses est un des indicateurs de risque parmi les 5 les plus importants. La gestion de l'eau est donc d'une grande importance. Source. : http://www.inform-index.org/Countries/Country-Profile-Map</p>	

3. Engagement en matière de complémentarités et de synergies

Pour élaborer le tableau ci-dessous, nous sommes repartis des propositions qui avaient été identifiées au moment où les ACNG avaient élaboré le ACC. Certaines de ces propositions ne sont plus pertinentes car elles reposaient sur l'engagement d'organisations qui ont depuis manifesté qu'elles ne continueraient pas de programmation au Mozambique. D'autres ont été revues par rapport aux ambitions et enfin certaines n'ont pas été reprises pour ne pas alourdir cet exercice important.

Quelles synergies et complémentarités entre 2017 et 2021	Quelle cible stratégique ¹	Entre OSC / AI?	Entre acteurs belges et acteurs internationaux ²	Entre OSC / AI et la coopération belge
Niveau échange d'information				
1. Renforcer les échanges d'information entre acteurs belges, leurs partenaires locaux, les acteurs internationaux et la DGD pour plus de qualité dans les synergies/complémentarités				
1.a Secteur agriculture : Organisation d'échanges d'expériences entre des groupes de paysans bénéficiaires des programmes de ces ACNG	CS1	X	X	
1.b Secteur santé : les partenaires échangent leurs méthodologies et approches concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la prévention, traitement et suivi du VIH/SIDA avec une attention particulière sur les questions de genre avec les ACNG intéressées.	CS3	X	X	
1.c Les ACNG (ou les partenaires locaux qui les représentent) se rencontrent une ou deux fois par an, en préalable aux rencontres avec l'ambassade, pour échanger et jouer un rôle plus propositif lors des échanges avec l'ambassade/section locale de la DGD.	CS1, CS2 et CS3	X		X
1.d Une rencontre en mai de chaque année suite à la présentation des rapports annuels à la DGD pour un échange des leçons apprises.	CS1, CS2 et CS3	X À Bruxelles		
2. Faire connaître ce que chaque acteur peut apporter aux autres comme connaissance spécifique :				
2.a Secteur Santé : information sur les opportunités de formation du personnel sanitaire offerte par les réseaux des ACNG, formations des groupes cibles des autres organisations en premiers secours	CS3	X	X	
2.b Intersectoriel : Synergie possible avec les acteurs de la coopération universitaire, pour identifier et développer des recherches en lien avec les thèmes de plaidoyer des organisations paysannes.	CS1	X		
2.c Intersectoriel : échange d'expertise en matière d'inclusion des personnes handicapées dans les projets d'intervention des ACNG	CS1, CS2 et CS3	X	X	X

¹ Les approches seront précisées plus tard

² Chaque fois qu'Oxfam sera partie prenante dans des exercices de synergies et de complémentarité, il faut considérer que cela se passera entre acteurs belges et acteurs internationaux car Oxfam au Mozambique est une émanation de différents Oxfam au sein de la confédération Oxfam International. Le même principe s'applique dans certains cas à la RK-VI et à Viva Africa

Quelles synergies et complémentarités entre 2017 et 2021	Quelle cible stratégique ¹	Entre OSC / AI?	Entre acteurs belges et acteurs internationaux ²	Entre OSC / AI et la coopération belge
(sensibilisations, formations, partage d'outils)				
2.d Intersectoriel échange avec les partenaires et les acteurs gouvernementaux des leçons apprises avec ses interventions pilotes, notamment au niveau des populations vulnérables visées par certains de ses programmes (ie « populations clés » telles que professionnelles du sexe, MSM, etc.) ainsi qu'en termes de mise à échelle de la charge virale comme outil de suivi du patient.	CS 3	X	X	X
3. Mapping des partenaires et de la localisation des activités du programme				
Par secteur : Un document de mapping sera élaboré par le <i>lead</i> et rempli puis actualisé régulièrement par les ACNG. Ce document sera mis sur une plateforme et constituera une base de réflexion lors des rencontres annuelles citées aux points 2 et 13. Ce document permettra aussi d'identifier les partenaires qui sont communs à 2 ou plus ACNG et d'élaborer des stratégies conjointes de collaboration avec ces partenaires.	CS1, CS2, CS3	X À Bruxelles		
Intersectoriel : mise à disposition à la demande des ACNG des outils sur les sujets liés au Travail Décent et plus spécifiquement à l'hygiène et la santé au travail.	CS1, CS2, CS3	X		
4. Échange université / école technique				
Secteur de l'éducation : mise en commun des contacts et information entre ACNG en vue de promouvoir plus de partenariat entre les écoles techniques et professionnelles et les universités : formation continue des professeurs, bourses, maîtrise et doctorats.	CS2	X		X
Intersectoriel : mise en commun des contacts et information entre ACNG en vue de promouvoir et/ou faciliter la formation universitaire de leurs employés ou de leurs groupes cibles	CS1, CS2, CS3	X		X
5. Partager de manière active les stratégies « Pays » ou organisationnelles développées par chaque acteur belge et en tirer les lignes de force convergentes				
Pour sept 2016, chaque ACNG élabore sa « concept note » pour le programme 2017-2021 qui est partagé avec les membres de la CSC. Collaboration stratégique entre les attachés d'ambassade et les ACNG.	CS1, CS2 et CS3	X		X
Niveau opérationnel				
6. Acteurs belges et locaux et internationaux dans la mesure du possible / pertinent par secteur d'intervention : rencontre une fois par an (à déterminer) en vue d'échanger et de préparer ensemble des actions de plaidoyer.				
Secteur agriculture : Appui à l'organisation d'actions communes de plaidoyer par les partenaires locaux de ces ACNG.	CS1	X		
Secteur agriculture : Plaidoyer commun sur les politiques affectant négativement	CS1	X	X	

Quelles synergies et complémentarités entre 2017 et 2021	Quelle cible stratégique ¹	Entre OSC / AI?	Entre acteurs belges et acteurs internationaux ²	Entre OSC / AI et la coopération belge
les paysans mozambicains, en particulier sur le droit à la terre, auprès des décideurs européens et belges.				
Secteur de l'éducation : Création d'une plateforme sur l'éducation professionnelle	CS2		X	
7. Collaboration accrue dans des zones géographiques définies avec les mêmes groupes cibles, avec valeur ajoutée de chaque acteur quand c'est stratégique / opportun, et sur initiative des acteurs				
Agriculture et éducation : A étudier : collaboration entre les EPFR de la province de Nampula et les unions paysannes de cette province.	CS1	X		X
Poursuite du partenariat dans le cadre du programme multiacteur du FBSA à Gaza.	CS2			
Secteur santé : à étudier en fonction des complémentarités	CS3	X		
Collaboration stratégique entre les attachés d'ambassade et les ACNG en vue de la préparation du nouveau plan de coopération bilatéral (le PIC actuel se termine en 2017)	CS1, CS2, CS3	X		X
8. Mise en commun des opportunités offertes par les différents réseaux				
Intersectoriel : Recours à l'expertise des ACNG du secteur de la santé et à leurs partenaires locaux dans le domaine de la nutrition (en lien avec la sécurité alimentaire) et de la santé publique (en lien avec les risques liés aux activités agricoles : utilisation des pesticides, etc.).	CS1 / CS 3	X	X	X
avec le PIC dans sa composante « assistance vétérinaire » : Mettre en relation les groupes bénéficiaires des ACNG belges du secteur de l'agriculture avec les assistants techniques et les services du MINAG chargés de mettre en œuvre cette composante du PIC, et si possible prendre en compte leurs propositions dans la mise en œuvre des actions du PIC, dans le cadre des activités du point 1.e.	CS1	X		X
9. Organisation de rencontres régulières (au moins 2 fois dans le cycle du programme) des partenaires des acteurs belges sur des thèmes spécifiques liés au processus conjoint (suivi du premier séminaire) ou lié à un thème transversal (genre, climat, travail décent) ou méthodologique (MEL).				
Secteur agriculture : Echanges et formation mutuelle entre ACNG et leurs partenaires sur les approches participatives employées avec les paysans et leurs organisations, notamment en termes de genre et d'apprentissage de nouvelles pratiques durables. Une rencontre annuelle en juin comme suite logique de la rencontre de mai citée au point 1.e. Ces rencontres pourraient être intersectorielles en y incluant les acteurs de l'éducation et de la santé.	CS1, CS2 et CS3	X		
Niveau organisationnel				

Quelles synergies et complémentarités entre 2017 et 2021	Quelle cible stratégique ¹	Entre OSC / AI?	Entre acteurs belges et acteurs internationaux ²	Entre OSC / AI et la coopération belge
10. Partager les bureaux / équipements / ressources humaines quand c'est opportun ou avec des partenaires locaux des acteurs belges, ou avec d'autres organisations internationales				
Les OSC et AI restent attentifs pour répondre aux besoins/demandes formulés par d'autres membres du CSC tout en tenant en compte les identités des organisations	CS1, CS2 et CS3	X	X	

4. Annexe : liste des participants au CSC, avril 2016

Organisation / organisatie	avait participé à cet ACC ?	Nom / Naam	email 1	email 2
DISOP	oui	Gérard Verhelst	gerard.verhelst@disop.be	laure.roges@disop.be
HANDICAP INTERNATIONAL	oui	Marion Heraud / Lucile Papon	mheraud@handicap-international.org	lpapon@handicap-international.org
MSF Belgique HIV/AIDS	non	Clarence Revers	clarence.revers@brussels.msf.org	bieketheuwissen@yahoo.com
Rode Kruis-Vlaanderen Internationaal VZW	oui	Toon Wets	Toon.wets@rodekruis.be	axel.vandeeegaete@rodekruis.be
VLIR-UOS	oui	Christophe Goossens	christophe.goossens@vliruos.be	koen.dekoster@vliruos.be
Viva Africa	oui	François Delooz et Kristien Wouters	francois.delooz@santegidio.be	kwouters@itg.be
Apopo	non	Liesbet Van Wijk	liesbet.vanwijk@apopo.org	emilio.valverde@apopo.org
Oxfam Solidarité	oui	Sophie Englebienne	sen@oxfamsol.be	